



## Perspectives chinoises

2010/4 | 2010  
Les migrants ruraux

---

# Disparités du marché du travail, pauvreté et inégalité en Chine urbaine

Fei Guo et Zhiming Cheng

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5689>  
ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010  
ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Fei Guo et Zhiming Cheng, « Disparités du marché du travail, pauvreté et inégalité en Chine urbaine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/4 | 2010, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5689>

---

# Disparités du marché du travail, pauvreté et inégalité en Chine urbaine

FEI GUO ET ZHIMING CHENG

**RÉSUMÉ :** Cet article s'intéresse à la pauvreté et aux inégalités de revenus dans la Chine urbaine à travers l'analyse de données récentes recueillies lors d'enquêtes conduites dans quatre des plus grandes villes chinoises<sup>(1)</sup>.

S'appuyant sur des mesures quantitatives telles que des indices de pauvreté et le coefficient de Gini, cet article étudie la pauvreté et les inégalités de revenus dans trois groupes : les résidents urbains, les migrants urbains et les migrants ruraux. Les résultats suggèrent très clairement que la pauvreté et les inégalités urbaines sont un problème grave et que les migrants ruraux constituent désormais une partie importante de la classe urbaine pauvre. L'analyse présentée contribue au débat sur la manière d'améliorer les politiques publiques de lutte contre la pauvreté, qui ne se concentrent pour l'instant que sur les résidents urbains officiellement répertoriés.

## Introduction

L'économie chinoise a connu une croissance spectaculaire depuis le début des réformes économiques de la fin des années 1970. La réforme agraire a fait des zones rurales, autrefois caractérisées par une pauvreté de masse et désavantagées par des politiques gouvernementales de développement tournées vers les villes, le lieu où la lutte contre la pauvreté monétaire extrême a été la plus efficace<sup>(2)</sup>. Selon les mesures de la Banque mondiale fixant le seuil de pauvreté à un dollar (américain) par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA) calculée en prix internationaux de 1993<sup>(3)</sup>, l'augmentation considérable du revenu par tête en Chine a provoqué une baisse tout aussi considérable du taux de pauvreté extrême de 74 % au début des réformes à 15 % en 2004 ; en d'autres termes, plus de 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté<sup>(4)</sup>. En particulier, la Chine a été saluée pour avoir atteint, 14 ans avant la date butoir de 2015 pour les pays en développement, les principaux Objectifs du millénaire pour le développement (dont celui de diminuer de moitié le taux de pauvreté de 1990) et pour avoir fourni un modèle plausible pour les pays africains qui luttent contre la pauvreté<sup>(5)</sup>.

Malgré ces résultats prometteurs dans la lutte contre la pauvreté, la différenciation et les disparités sociales, parmi lesquelles les plus graves sont probablement la pauvreté urbaine et l'inégalité, sont apparues comme des phénomènes socio-économiques relativement nouveaux pour la Chine, société

autrefois extrêmement égalitaire ou collectivement pauvre sous le régime de Mao. Une des raisons de la quasi-inexistence de la pauvreté urbaine était la domination idéologique du communisme, qui n'offrait aucune incitation individuelle mais garantissait des emplois à vie et des avantages sociaux substantiels incluant le logement, l'éducation, la santé et des

1. Cet article s'insère dans un « Projet découverte » du Conseil australien pour la recherche intitulé « La main d'œuvre migrante dans les grandes villes chinoises ». Les auteurs tiennent à saluer les commentaires constructifs et les suggestions utiles de deux rapporteurs anonymes et les contributions précieuses de Graeme Hugo de l'université d'Adélaïde et de Yuan Xin de l'université de Nankai. Les résultats de cette recherche n'engagent que ses auteurs.
2. Voir par exemple les travaux de recherche suivants : Shenggen Fan *et al.*, « Reforms, Investment, and Poverty in Rural China », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 52, n° 2, 2004, p. 395-421 ; Jyotsna Jalan et Martin Ravallion, « Is Transient Poverty Different? Evidence for Rural China », *Journal of Development Studies*, vol. 36, n° 6, 2000, p. 82-99 ; Carl Riskin, « Chinese Rural Poverty: Marginalized or Dispersed? », *American Economic Review*, vol. 84, n° 2, 1994, p. 281-284.
3. La parité de pouvoir d'achat est une méthode largement utilisée pour estimer la valeur d'une monnaie qui, dans de nombreux cas, peut être différente de sa valeur actuelle sur le marché. Voir *The Economist*, « Purchasing Power Parity », <http://www.economist.com/research/economics/alphabetical.cfm?term=purchasingpowerparity>, (consulté le 18 août 2010).
4. Voir Banque mondiale, *China Quarterly Update* (février 2008), Pékin, Bureau de la Banque mondiale, 2008. Des estimations plus anciennes publiées avant l'estimation récemment améliorée de la PPA témoignaient d'une baisse d'environ 64 % à 10 % entre 1981 et 2004. Voir David Dollar, « Poverty, Inequality and Social Disparities during China's Economic Reform », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 4253, 2007.
5. Voir Martin Ravallion, « Are There Lessons for Africa from China's Success against Poverty? », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 4463, 2008. L'auteur explique que deux leçons peuvent être retenues de l'expérience de la Chine : d'abord l'importance de la croissance de la productivité dans les petites exploitations agricoles grâce à des mesures d'incitation basées sur le marché et des aides publiques ; puis le rôle d'un gouvernement fort et d'une administration publique compétente à tous les niveaux du gouvernement.

pensions à travers un système organisationnel de style *danwei* (unité de travail) qui maintenait la grande majorité des résidents urbains sous la protection du secteur public <sup>(6)</sup>. Ainsi, à la fin des années 1980, moins de 1% de la population urbaine était considéré comme pauvre. Il s'agissait principalement de personnes handicapées, veuves ou autres, qui n'étaient affiliées à aucune unité de travail et qui étaient en grande majorité prises en charge par le gouvernement <sup>(7)</sup>.

Le marché du travail en formation et l'économie urbaine en pleine restructuration constituent le contexte dans lequel la pauvreté urbaine et l'inégalité apparaissent. En promouvant explicitement le retour à l'éducation et en encourageant les migrations des campagnes vers les villes, la Chine est un exemple classique de ce que le prix Nobel d'économie Arthur Lewis décrit : « le développement doit être inégalitaire parce qu'il ne commence pas au même moment dans tous les secteurs de l'économie <sup>(8)</sup> » ; ou de la déclaration abrupte de Deng Xiaoping : « Laissons certains s'enrichir les premiers ». Avec la transformation du système étatique d'emplois assignés caractérisé par de bas salaires dans le secteur public, un marché du travail dans lequel les employés peuvent chercher de meilleurs emplois et des salaires plus élevés en dehors du secteur public s'est développé depuis la fin des années 1970. On estime que les rendements d'une année supplémentaire d'éducation ont augmenté de 4 à 11 % entre 1988 et 2003, favorisant ainsi une concentration progressive de la distribution des revenus chez les personnes les plus éduquées <sup>(9)</sup>. Même la question de savoir si l'éducation est nécessairement mieux rémunérée dans l'économie chinoise de socialisme de marché n'est pas tranchée <sup>(10)</sup>.

Globalement, pendant la transition d'une économie planifiée centralisée à une économie de marché, les revenus urbains ont augmenté parallèlement aux inégalités et/ou à la pauvreté urbaine, comme le révèlent nombre d'études <sup>(11)</sup>. On identifie unanimement deux sous-populations, parmi d'autres, comme les principales sources qui alimentent le flot de nouveaux pauvres urbains : les travailleurs licenciés et les migrants ruraux s'installant dans les villes <sup>(12)</sup>.

Lancée nationalement en 1997 après une période d'essai, la réforme des entreprises d'État (*guoyou qiye gaige*) et son corollaire, la réduction de la main-d'œuvre, ont radicalement modifié les forces sociales. Les travailleurs licenciés (*xiagang gongren*) ou le nouveau sous-prolétariat urbain <sup>(13)</sup> sont apparus à une échelle de plusieurs centaines de millions, bien que les chiffres exacts concernant ce groupe et le véritable taux de chômage restent un mystère que ni le réemploi officiel ni aucune des statistiques de la pauvreté urbaine ne peuvent révéler de manière fiable <sup>(14)</sup>. Cependant, les pauvres ur-

bains, groupe constitué en grande majorité par les travailleurs licenciés ou au chômage et leur famille (90 %), ont atteint le nombre de 23,46 millions (soit 11,41 millions de ménages) selon un seuil de pauvreté de 228 yuans équivalent à seulement environ 20 % du revenu moyen urbain <sup>(15)</sup>.

En 2000, le Bureau national des statistiques (BNS) a commencé à recueillir des informations sur les migrants ruraux s'installant en ville à travers son enquête sur les ménages ru-

6. Voir David Bray, *Social Space and Governance in Urban China: The Danwei System from Origins to Reform*, Stanford, Stanford University Press, 2005; Xiaobo Lü et Elizabeth J. Perry (éd.), *Danwei: The Changing Chinese Workplace in Historical and Comparative Perspective*, Armonk, M.E. Sharpe, 1997 ; Andrew G. Walder, *Communist Neo-Traditionalism: Work and Authority in Chinese Industry*, Berkeley, University of California Press, 1988.
7. Banque mondiale, *China: Strategies for Reducing Poverty in the 1990s*, Washington, Banque mondiale, 1992 ; Zhiyi Guo, *Pinkun shizhi de lilun renshi yu zhongguo de fan pingkun douzheng* (La pauvreté et les efforts de la Chine pour lutter contre la pauvreté), *Xibei renkou* (Revue démographique du nord-ouest), vol. 3, 1996, p. 3-6.
8. W. Arthur Lewis, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School*, vol. 22, n° 2, 1954, p. 139-191.
9. Voir les travaux de David Dollar, *op. cit.*
10. Voir un certain nombre de travaux dans ce champ de recherche: Ben Jann, « Comment: Earnings Returns to Education in Urban China: A Note on Testing Differences among Groups », *American Sociological Review*, vol. 70, n° 5, 2005, p. 860-864 ; Haizheng Li, « Economic Transition and Returns to Education in China », *Economics of Education Review*, vol. 22, n° 3, 2003, p. 317-328; Zhiqiang Liu, « The External Returns to Education: Evidence from Chinese Cities », *Journal of Urban Economics*, vol. 61, n° 3, 2007, p. 542-564; Xiaogang Wu et Yu Xie, « Does the Market Pay Off? Earnings Returns to Education in Urban China », *American Sociological Review*, vol. 68, n° 3, 2003, p. 425-442.
11. Voir les recherches approfondies menées dans ces domaines par les auteurs suivants : Simon Appleton *et al.*, « Growing out of Poverty: Trends and Patterns of Urban Poverty in China 1988-2002 », *World Development*, vol. 38, n° 5, 2010, p. 665-678 ; Sylvie Démurger *et al.*, « Urban Income Inequality in China Revisited (1988-2002) », *Economics Letters*, vol. 93, n° 3, 2006, p. 354-359 ; Laura Hering et Sandra Poncet, « Market Access and Individual Wages: Evidence from China », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 92, n° 1, 2010, p. 145-159 ; Laura Hering et Sandra Poncet, « Income Per Capita Inequality in China: The Role of Economic Geography and Spatial Interactions », *World Economy*, vol. 33, n° 5, 2010, p. 655-679 ; Shi Li et Hiroshi Sato (éd.), *Unemployment, Inequality and Poverty in Urban China*, New York, Routledge, 2006 ; Xubei Luo et Nong Zhu, « Rising Income Inequality in China: A Race to the Top », *Policy Research Working Paper*, n° 4700, 2008 ; Xin Meng *et al.*, « Urban Poverty in China and Its Contributing Factors, 1986-2000 », *Review of Income and Wealth*, vol. 53, n° 1, 2007, p. 167-189 ; Xin Meng *et al.*, « Poverty, Inequality, and Growth in Urban China, 1986-2000 », *Journal of Comparative Economics*, vol. 33, n° 4, 2005, p. 710-729 ; Camelia Minoiu et Sanjay G. Reddy, « Chinese Poverty: Assessing the Impact of Alternative Assumptions », *Review of Income and Wealth*, vol. 54, n° 4, 2008, p. 572-596.
12. Généralement, la première est désavantagée par un déficit de capital humain alors que la seconde l'est par des contraintes institutionnelles. Voir Fulong Wu *et al.*, *China's Urban Poverty*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010.
13. Dorothy J. Solinger, « The Creation of New Underclass in China and Its Implications », *Environment and Urbanization*, vol. 18, n° 1, 2006, p. 177-193.
14. John Giles *et al.*, « What Is China's True Unemployment Rate? », *China Economic Review*, vol. 13, n° 4, 2005, p. 430-443 ; John Knight et Jinjun Xue, « How High Is Urban Unemployment Rate in China? », *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, vol. 4, n° 2, 2006, p. 91-107 ; Dorothy J. Solinger, « Why We Cannot Count the Unemployed », *The China Quarterly*, vol. 167, 2001, p. 671-688.
15. Dans la pratique le seuil de pauvreté relative devrait être équivalent à 40 à 60 % du revenu moyen. Il faut noter que cette statistique exclut les résidents urbains dépourvus de *hukou* locaux, ou la population flottante (*liudong renkou*) selon la classification officielle. Voir ministère des Affaires civiles, *2009 Niandu Quanguo Minzheng Shiye Fazhan Tongji Baogao* (Rapport statistique pour les affaires civiles nationales, 2009), Pékin, Ministère des Affaires civiles, 2010.

Tableau 1. Les travailleurs migrants et l'emploi en Chine urbaine

Année	Migrants ruraux (millions) (1)	Emploi urbain (millions) (2)	Proportion (%) (1) / (2)
2000	78,49	212,74	36,9
2001	83,99	239,40	35,1
2002	104,70	247,80	42,3
2003	113,90	256,39	44,4
2004	118,23	264,76	44,7
2005	125,78	273,31	46,0
2006	132,12	283,10	46,7
2007	136,49	293,50	46,5
2008	145,33	302,10	48,1

Sources : China Statistical Yearbook (NBS, 2001-2009), China Rural Statistical Yearbook (NBS, 2001-2009).

raux. En 2008, la population des migrants ruraux s'installant en ville avait atteint le nombre de 145 millions, dont environ 71 % se concentraient dans la région plus développée de l'est. Ils n'ont cessé de jouer un rôle important sur le marché du travail urbain, représentant 48 % de l'emploi urbain et augmentant régulièrement ces dernières années (voir tableau 1)<sup>(16)</sup>. Ils travaillent principalement dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie et dans le segment inférieur du secteur des services, mais les autorités de la plupart des villes ne leur ont pas donné la pleine citoyenneté urbaine<sup>(17)</sup>. Ils vivent en fait dans un système dual existant depuis longtemps et qui fait peser sur eux des préjugés institutionnels à travers le système du *hukou* (enregistrement des ménages)<sup>(18)</sup>. Les comparaisons entre les travailleurs migrants et les résidents urbains montrent à la fois théoriquement et empiriquement, que les barrières institutionnelles ont nuit à leur bien-être<sup>(19)</sup>. Par conséquent, les migrants ruraux s'installant en ville sans *hukou* urbain sont venus constituer un autre groupe important de pauvres urbains.

En 1999, une enquête conduite par le BNS sur 3 600 migrants dans 31 villes différentes estimait à 15,2 % le taux de pauvreté pour les migrants ruraux. La même année, le taux de pauvreté des résidents locaux était estimé à 10,3 %, sur la base d'une enquête également conduite par le BNS sur les ménages urbains<sup>(20)</sup>. L'analyse de données plus récentes issues d'une enquête sur la répartition des revenus en Chine conduite dans six provinces en 2002 révèle que les taux de pauvreté étaient de 3 % pour les locaux et de 6 % pour les migrants avec des seuils définis par rapport à des seuils de pauvreté officiels locaux, ou de 6 % pour les locaux et de 16 % pour les migrants si un seuil plus élevé était pris en compte<sup>(21)</sup>. Dans ces études, les revenus des résidents ur-

bains et ceux des migrants sont déclarés de manière différente : les premiers sont recueillis sur la base d'un compte individuel tenu régulièrement, tandis que les seconds sont recueillis en une seule fois, au moment de l'enquête. Par ailleurs, les deux premières études excluent les ménages sans revenus tandis que la dernière exclut les migrants urbains, susceptibles au demeurant d'avoir des revenus plus élevés. Si ces présupposés semblent acceptables, il est néanmoins possible que ces analyses aient surévalué le taux de pauvreté re-

16. D'autres sources font état d'estimations plus importantes en fonction des définitions opérationnelles choisies.
17. Il y a eu quelques avancées récemment. Par exemple, dans la municipalité de Chongqing, on accordera en 2020 des *hukou* urbains à 10 millions de résidents ruraux. Voir Guilin Zhang, « Chongqing qidong huji gaige: weilai shinian tuidong qianwan nongmin bian shimin » (Chongqing réforme le *hukou*: la transformation de dix millions de paysans en citoyens urbains), [http://www.gov.cn/jrzq/2010-07/28/content\\_1666121.htm](http://www.gov.cn/jrzq/2010-07/28/content_1666121.htm) (consulté le 28 juillet 2010).
18. Kam Wing Chan, « The Chinese Hukou System at 50 », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 50, n° 2, 2009, p. 197-221 ; Kam Wing Chan et Li Zhang, « The Hukou System and Rural-Urban Migration in China: Processes and Changes », *The China Quarterly*, vol. 160, 1999, p. 818-855 ; Fei Guo et Robyn Iredale, « The Impact of Hukou Status on Migrants' Employment: Findings from the 1997 Beijing Migrant Census », *International Migration Review*, vol. 38, n° 2, 2004, p. 709-731 ; Zhongwei Zhao et Fei Guo (éd.), *Transition and Challenge: China's Population at the Beginning of the 21st Century*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
19. Voir l'étude de Fei Guo et Wenshu Gao, « What Determines the Welfare and Social Security Entitlements of Rural Migrants in Chinese Cities? », in Ingrid Nielsen et Russell Smyth (éd.), *Migration and Social Protection in China*, Singapore, World Scientific, 2008. Voir également John Whalley et Shunming Zhang, « Inequality Change in China and (Hukou) Labour Mobility Restrictions », *NBER Working Paper* n° 10683, 2004 ; Kevin Honglin Zhang et Shunfeng Song, « Rural-Urban Migration and Urbanization in China: Evidence from Time-Series and Cross-Section Analyses », *China Economic Review*, vol. 14, n° 4, 2003, p. 386-400.
20. Voir les travaux de recherche suivants: Asian Development Bank, *Poverty Profile of the People's Republic of China*, Manille, Asian Development Bank, 2004 ; Athar Hussain, *Urban Poverty in China: Measurement, Patterns and Policies*, Genève, International Labour Office, 2003.
21. Yang Du *et al.*, « The Impact of the Guest-Worker System on Poverty and the Well-Being of Migrant Workers in Urban China », in Ligang Song (éd.), *The Turning Point in China's Economic Development*, Canberra, Asia Pacific Press, 2006.

lative des migrants par rapport aux locaux et sous-estimé les différences de revenus entre ville et campagne<sup>(22)</sup>. Malgré ces efforts de recherche, seule la partie émergée de l'iceberg est révélée en raison du manque d'exactitude et de disponibilité des données et d'un faible traitement de la question dans la littérature existante. Par exemple, on sait peu de choses sur les migrants de ville à ville qui ont aussi un *hukou* urbain, bien qu'il s'agisse aussi d'un groupe assez important<sup>(23)</sup>. D'autre part, la recherche est insuffisante en ce qui concerne la pauvreté et l'inégalité entre différents types de migrants et leur bien-être comparé à celui des autres résidents urbains.

Afin de dépasser certaines de ces limites et de combler des manques dans la littérature existante, nous proposons une étude incluant trois sous-groupes. Le premier groupe est constitué de migrants ruraux s'installant dans les villes avec des *hukou* ruraux (migrants ruraux), le deuxième groupe est constitué de migrants de ville à ville avec des *hukou* urbains d'autres villes (migrants urbains) et le dernier groupe est constitué de résidents locaux avec des *hukou* urbains locaux (résidents urbains)<sup>(24)</sup>. Comme indiqué dans la partie précédente, les études sur les migrations internes à la Chine ont tendance à se concentrer sur les migrants ruraux s'installant en ville, étant donné qu'ils constituent la majorité de la population migrante, qu'ils ont été désavantagés par les politiques publiques et qu'ils souffrent de discriminations institutionnelles depuis plus de cinq décennies. Cependant, la littérature s'est très peu intéressée aux migrants de ville à ville ou de zone urbaine à zone urbaine. En introduisant la catégorie des migrants de zone urbaine à zone urbaine, cette étude espère contribuer à une meilleure compréhension du rôle du système d'enregistrement des ménages (*hukou*) dans la détermination du bien-être des personnes. En comparant les migrants ruraux s'installant dans les villes aux migrants de zone urbaine à zone urbaine, nous espérons mieux comprendre dans quelle mesure deux types de dichotomies de *hukou* (c'est-à-dire *hukou* rural *versus* *hukou* urbain et *hukou* local *versus* *hukou* non local) affectent le bien-être des personnes.

La pauvreté et les inégalités urbaines ainsi que leur imbrication avec des facteurs politiques, économiques et sociaux constituent un sujet complexe, particulièrement dans la Chine en transition. Plutôt qu'un traitement exhaustif de ces sujets, notre ambition est de proposer une analyse concise des données les plus récentes disponibles pour décrire une Chine urbaine qui change rapidement et d'étendre notre champ de vision à d'autres domaines de recherche moins développés. La partie qui suit présente les données et la mé-

thodologie que nous avons employées et fournit des statistiques descriptives. La troisième partie s'intéresse aux performances des trois groupes de population sur le marché du travail et la quatrième partie porte sur la mesure de la pauvreté et de l'inégalité. La dernière partie présente nos conclusions.

## Contexte, données et méthodologie

Cette étude a été financée par un projet Découverte du Conseil australien pour la recherche intitulé « La main d'œuvre migrante dans les grandes villes chinoises » grâce auquel les données ont été recueillies en 2008 en collaboration avec des instituts de recherche locaux et des universités dans quatre mégapoles chinoises : les municipalités de Pékin, Shanghai et Tianjin, ainsi que Canton, la capitale de la province du Guangdong. Pékin et Tianjin sont des villes voisines situées en Chine du nord ; Shanghai est située sur le delta du fleuve Yangtze sur la côte est ; Canton est une ville côtière du sud de la Chine située dans le delta de la rivière des Perles. Ces villes sont depuis longtemps des moteurs économiques ainsi que des centres politiques et économiques dans les régions les plus développées de Chine. Elles représentent ce qu'on a appelé le miracle chinois de ces trois dernières décennies, comme le prouvent leur urbanisation rapide provoquée par des flux massifs de population, des taux annuels de croissance du PIB à deux chiffres, etc. (voir tableau 2). Par exemple, le PIB du Guangdong a récemment dépassé celui de l'Arabie Saoudite, de l'Argentine et de l'Afrique du Sud et se classerait seizième s'il était considéré comme une des économies du G20. Le PIB par habitant de toutes ces villes s'est approché ou a déjà dépassé les économies les moins puissantes des pays du G20<sup>(25)</sup>.

22. Albert Park et Dewen Wang, « Migration and Urban Poverty and Inequality in China », *China Economic Journal*, vol. 3, n° 1, 2010, p. 49-67.
23. Récemment une attention particulière a été portée aux diplômés des universités qui déménagent vers une grande ville ou y restent après leurs études. Voir Si Lian (éd.), *Yizue Daxue Bijiesheng Jujucun Shilu* (La fourmillière : une étude des villages de diplômés des universités), Nanning, Guangxi shifan daxue chubanshe (Guangxi Normal University Press), 2009. Voir aussi C. Cindy Fan, « The Elite, the Natives, and the Outsiders: Migration and Labor Market Segmentation in Urban China », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 1, 2002, p. 103-124.
24. Un migrant est généralement défini comme une personne qui travaille en dehors du lieu d'enregistrement de son *hukou*. Dans les statistiques et les documents gouvernementaux chinois, le terme chinois de *nongmin gong* est utilisé pour les migrants ruraux s'installant dans les villes.
25. Jianping Li et al. (éd.), *Zhongguo Shengyu Jingji Zonghe Jingzhengli Fazhan Baogao, 2008-2009* (Rapport annuel sur la compétitivité globale des économies provinciales chinoises, 2008-2009), Pékin, Social Sciences Academic Press, 2010.



Tableau 2. Information sur les villes étudiées

	National	Pékin	Tianjin	Shanghai	Canton
Population urbaine (millions)	606,67	14,39	9,08	12,17	7,84
PIB (milliards de yuan)	30 067	1 048	635	1 370	822
PIB par tête (yuan)	22 698	63 029	55 473	73 124	81 233
Taux de croissance du PIB (% / an)	9,0	9,0	16,0	9,7	12,3
Revenu net par tête (yuan / an)	15 780	24 725	19 423	26 675	25 317
Consommation par tête (yuan / an)	11 243	16 460	13 422	19 398	20 836
Salaire moyen (yuan / an)	29 229	56 328	41 748	56 565	45 365
Chômage auto-déclaré <sup>(1)</sup> (%)	4,2	1,8	3,6	4,2	2,3
Bénéficiaires du programme MLSS de lutte contre la pauvreté <sup>(2)</sup>	23 347 864	145 075	156 305	340 797	45 000
Couverture du MLSS (%)	3,85	1,01	1,72	2,80	0,57

**Notes :** Les statistiques reportées ici concernent les seuls détenteurs d'un hukou urbain local; 1. Les autorités chinoises ne publient pas de taux de chômage calculés sur des échantillons de population. 2. MLSS est l'abréviation de Minimum Living Standard Scheme.

**Sources :** Calculs des auteurs et statistiques issues des China Statistical Yearbook 2009 (NBS, 2009), Urban Minimum Living Standard Scheme Report 2008 (MCA, 2009), Canton Statistical Yearbook 2009 (GBS, 2009), Beijing Statistical Report 2008 (BBS, 2009), Shanghai Statistical Report 2008 (SBS, 2009) et Tianjin Statistical Report 2008 (TBS, 2009).

Une méthode d'échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisée pour recueillir des données représentatives. Dans chaque ville, un district urbain et un district suburbain ont été sélectionnés au hasard. Deux quartiers (*juweihui*) ont ensuite été choisis au hasard dans chaque district. 100 ménages tirés aléatoirement dans chaque quartier ont été interrogés à l'aide de questionnaires afin de recueillir à la fois des données individuelles et des données sur les ménages. Les informations recueillies ayant trait au bien-être économique et à la pauvreté incluent les revenus, les dépenses et l'épargne du ménage, ainsi que l'emploi, le revenu, les droits aux prestations sociales, les allocations, etc. pour chaque membre de la famille. L'enquête a recueilli 1 797 questionnaires valides comprenant 399 locaux urbains, 381 migrants de zone urbaine à zone urbaine et 1 017 migrants ruraux installés en ville, constituant respectivement 22, 21 et 57 % de l'échantillon (voir tableau 3 pour plus de détails)<sup>(26)</sup>.

Afin d'estimer les tendances en matière de pauvreté et de déterminer l'impact des changements sociaux et économiques sur les sous-groupes urbains, nous utilisons des indices Foster-Greer-Thorbeck (FGT) qui présentent l'avan-

tage, par rapport à un indice de pauvreté conventionnel de simple comptage, d'être décomposables<sup>(27)</sup>:

$$P_{\alpha} = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \left( \frac{G_i}{z} \right)^{\alpha}$$

Dans l'expression ci-dessus,  $i$  représente le  $i$ ème individu parmi  $N$  individus ;  $G_i$  représente l'écart de pauvreté entre le seuil de pauvreté monétaire ( $z$ ) et le revenu par tête du ménage du  $i$ ème individu ( $x_i$ ), exprimé ainsi :  $G_i = z - x_i$  (avec  $G_i = 0$  quand  $x_i > z$ ); et  $\alpha$  est un paramètre éthique égal ou supérieur à zéro. Lorsque  $\alpha = 0$ , l'équation donne le taux de pauvreté ( $P_0$ , soit la part de la population sous le seuil de pauvreté). Lorsque  $\alpha = 1$ , elle représente l'écart de pauvreté ( $P_1$ , ou fossé de pauvreté) exprimé en pourcentage du seuil de pauvreté et prenant en compte le déficit total des revenus individuels par rapport à un certain niveau de pauvreté. Lorsque  $\alpha = 2$ , on obtient un indice d'écart de pauvreté pondéré, dit de sévérité de la pauvreté ( $P_2$ ). Nous utilisons dans cet article des indices FGT pour mesurer la pauvreté

26. Le type de *hukou* a été demandé directement aux personnes interrogées.

27. James Foster *et al.*, « A Class of Decomposable Poverty Measures », *Econometrica*, vol. 52, n° 3, 1984, p. 761-766.

**Tableau 3. Répartition de l'échantillon par ville et par groupe**

	Résidents urbains	Migrants urbains	Migrants ruraux	Sous-total (%)
Pékin	112	151	197	460 (26%)
Tianjin	59	62	375	496 (27%)
Shanghai	70	48	281	399 (22%)
Canton	158	120	164	442 (25%)
<b>Sous-total (%)</b>	<b>399 (22%)</b>	<b>381 (21%)</b>	<b>1 017 (57%)</b>	<b>1 797 (100%)</b>

Sources : Données et calculs des auteurs.

totale ainsi que la pauvreté par sous-groupe en fonction des villes et des types de *hukou*.

Nous considérons ici trois catégories principales de seuils de pauvreté et de revenu. Tout d'abord, nous utilisons le seuil officiel de revenu défini par le Programme de niveau de vie minimum (Minimum Living Standard Scheme, MLSS, ou *dibao* en chinois), un programme d'aide mensuelle destiné aux urbains pauvres détenteurs d'un *hukou* urbain local. Un bénéficiaire éligible du MLSS reçoit une allocation équivalente à l'écart entre le revenu du ménage par tête tel qu'estimé par une agence gouvernementale (par exemple le comité de quartier) et le seuil de pauvreté de l'allocation MLSS locale. En 2008, le seuil national moyen de pauvreté de l'allocation MLSS était de 205 yuans par mois et les seuils MLSS étaient de 330 yuans pour Pékin, Tianjin et Canton et de 350 yuans pour Shanghai. Nous adoptons un seuil MLSS plus élevé de 350 yuans par mois pour des raisons de simplicité et parce que les critères MLSS sont considérés comme trop bas dans ces villes. Les deux dernières lignes du tableau 2 montrent que, comparativement à la couverture globale du MLSS en Chine de 3,85 %, la couverture du MLSS dans les villes de notre échantillon est extrêmement basse (entre 0,57 et 2,8 %), malgré des seuils MLSS plus élevés comparativement à d'autres villes et régions. Cela signifie que le programme officiel d'assistance ne peut aider que de manière extrêmement limitée une petite proportion de pauvres qui se trouvent en-dessous des seuils de pauvreté spécifiés dans les villes étudiées. Mais cela ne doit pas occulter les efforts faits par le gouvernement chinois pour améliorer le MLSS en termes de seuil et de ciblage de la pauvreté, bien que certains chercheurs aient critiqué le programme comme une réponse passive aux externalités sociales des réformes du marché<sup>(28)</sup>. En juin 2010, parmi ces quatre villes, Shanghai avait le seuil MLSS le plus élevé (450 yuans), suivi de Tianjin (430 yuans), puis Pékin

et Canton (410 yuans pour l'une et l'autre)<sup>(29)</sup>. En d'autres termes, le seuil de pauvreté a augmenté d'environ un cinquième en valeur absolue depuis l'année de notre étude. Les seuils MLSS dans ces villes sont aussi parmi les plus élevés du pays. Étant donné qu'un *hukou* urbain local est nécessaire pour être éligible, les migrants de ville à ville et les migrants ruraux ne peuvent bénéficier du programme. Nous appliquons donc les mêmes critères à ces deux groupes exclus par les institutions, puisqu'ils sont désavantagés de la même manière par le programme MLSS urbain.

De plus, nous utilisons deux autres seuils de pauvreté, qui reposent sur le critère de pauvreté d'un dollar par jour de la Banque mondiale (ou plus précisément d'1,25 dollar par jour puisqu'il a été révisé plusieurs fois depuis sa création), critère largement utilisé pour évaluer et comparer la pauvreté au niveau international. Le seuil d'1,25 dollar par jour équivaut environ à 150 yuans par mois en termes de PPA de 2008. Étant donné que le niveau de vie dans les villes de notre échantillon est parmi les plus élevés de Chine, il est évident que ce seuil de pauvreté n'est pas adapté à notre étude, sans compter qu'il est également inférieur au seuil du MLSS. Pour corriger cela, nous suivons l'exemple d'autres études en fixant deux autres seuils plus élevés, l'un 2,5 fois plus élevé que le critère d'1,25 dollar par jour et l'autre trois fois plus élevé. Les seuils mensuels de pauvreté (désormais WB<sub>1</sub> et WB<sub>2</sub>) en monnaie chinoise sont respectivement de 450 et de 600 yuans, le dernier équivalant à environ 42 % du revenu urbain moyen.

En l'absence de revenu par tête médian national (qui rend mieux compte de la répartition des revenus), le revenu par

28. Dorothy J. Solinger, « The Dibao Recipients: Mollified Anti-Emblem of Urban Modernization », *China Perspectives*, n° 4, 2008, p. 36-46.

29. Ministère des Affaires civiles, « Minimum Living Standards in 36 Central Cities as of June 2010 », 2010, <http://www.dibao.org/content.aspx?id=1820&type=tj02> (consulté le 8 août 2010).

tête national est utilisé comme troisième seuil de revenu. Selon les statistiques officielles, le revenu mensuel par tête pour un migrant travaillant dans l'est de la Chine était de 1 422 yuans en 2009, ce qui équivaut au revenu mensuel national par tête en 2008. Par conséquent le troisième seuil de revenu que nous appliquons à l'approche FGT est le revenu mensuel par tête national (soit 1 422 yuans par mois), qui sert de référence aux deux autres seuils de pauvreté en tenant compte de la répartition des revenus à un niveau plus élevé dans notre échantillon. En nous basant sur ces seuils de pauvreté et de revenu, les caractéristiques disponibles des indices FGT nous permettent de mesurer et de comparer le niveau de pauvreté et de revenu dans différents groupes et de voir dans quelle mesure la pauvreté change relativement à l'augmentation des seuils de pauvreté<sup>(30)</sup>. Nous nous intéressons en outre à l'inégalité à travers deux approches traditionnelles complémentaires. Le coefficient de Gini est un indice qui synthétise en une valeur comprise entre zéro et un toutes les informations sur l'inégalité. Il est calculé comme suit :

$$Gini = 1 - \frac{1}{N} \sum_{i=1}^n (y_i + y_{i-1})$$

où  $y$  mesure le revenu. Un coefficient égal à zéro exprime une égalité parfaite tandis qu'une valeur égale à un exprime une inégalité maximale dans la répartition des revenus. Nous utilisons ensuite le coefficient de Gini pour tracer une courbe de Lorenz afin de représenter visuellement l'inégalité de revenus. Plus la courbe de Lorenz se trouve en dessous de la ligne à 45 degrés représentant l'égalité parfaite, plus la répartition des revenus est inégale.

## Disparités sur le marché du travail

Si l'on observe une certaine concurrence entre les migrants et les locaux, la littérature empirique démontre une segmentation croissante du marché du travail<sup>(31)</sup>. À la lumière de ces éléments, cette partie se penche sur certains aspects importants du marché du travail dans les villes sélectionnées. Les urbains locaux ont toujours un avantage certain en matière de filière de recherche d'emploi par rapport aux deux autres groupes (voir tableau 4). Un cinquième des locaux urbains ont été assignés à un emploi par les autorités locales et près d'un quart ont obtenu un emploi après des foires à l'emploi organisées par des recruteurs, alors que seulement 15 % ont eu besoin de chercher du travail par eux-mêmes. En revanche, une grande proportion de migrants ruraux est arrivée à leur ville de destination, en comptant soit sur leurs

seules capacités, soit sur leurs réseaux sociaux (souvent familiaux ou amicaux) pour des recommandations sur le marché du travail ou des informations sur les opportunités d'embauche. Contrairement aux détenteurs d'un *hukou* urbain, les migrants ruraux ont recours à deux filières principales pour leur recherche d'emploi : la demande d'aide familiale ou amicale grâce à leurs réseaux sociaux réduits dans les villes (41 %) et la recherche d'un emploi par eux-mêmes (30 %). Une très faible proportion de migrants ruraux a été embauchée via des foires à l'emploi ou par recrutement direct. Comparativement aux migrants ruraux, les migrants venus d'autres villes (migrants urbains) ont des méthodes de recherche d'emploi plus diversifiées : une plus faible proportion de migrants urbains a été embauchée grâce à des amis ou de la famille et une proportion plus importante (par rapport aux migrants ruraux) l'a été après réponse à une annonce et par recrutement direct par un employeur.

Les différentes façons qu'ont ces trois groupes de population distincts d'obtenir un emploi dans les grandes villes chinoises suggèrent clairement que l'héritage du mécanisme institutionnel chinois du *hukou* est toujours en vigueur dans la détermination de l'accès à l'aide publique et au capital social sur le marché du travail. Il semble clair que l'aide du gouvernement à la recherche d'emploi est principalement disponible pour ceux qui réussissent à faire transférer leur *hukou* vers leur ville de destination. Ceux qui ne sont pas enregistrés au niveau local mais qui viennent d'autres zones urbaines ont plus de chances d'être embauchés à travers des foires à l'emploi ou en répondant à des annonces d'offres d'emploi, étant donné qu'ils ont plus de chances d'avoir un niveau d'études plus élevé et qu'ils ont tendance à être plus compétitifs. Il n'est peut-être pas surprenant que la majorité des migrants ruraux ait à compter sur leurs propres capacités et sur leurs relations personnelles pour trouver un emploi dans ces grandes villes. Cela dit, cela ne suggère en rien que les migrants ruraux sont plus compétitifs sur le marché du

30. Aujourd'hui la pauvreté est reconnue comme un phénomène multidimensionnel ; par conséquent le seul seuil de pauvreté ne permet pas de rendre compte de manière complète de la pauvreté comme fait complexe ayant diverses facettes. Cet article n'adopte des seuils de pauvreté ni dans le but de définir ni dans celui de compter les pauvres comme une catégorie correspondant à une norme mais afin de comparer les indices de pauvreté sous différents seuils de revenus et pour évaluer la sensibilité de ces seuils. Bien que la pauvreté de revenus seule ne soit sans doute pas un indicateur exhaustif des conditions de vie, étant donné que les ménages à faibles revenus dépensent soit moins soit plus que ce qu'ils gagnent, il n'en demeure pas moins que celle-ci a des implications importantes dans la définition et la mise en œuvre des politiques puisqu'elle reste une approche plus pratique et plus directe que les autres.

31. Voir John Knight et Lina Song, *Towards a Labour Market in China*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; John Knight et Linda Yueh, « Job Mobility of Residents and Migrants in Urban China », *Journal of Comparative Economics*, vol. 32, n° 4, 2004, p. 637-660 ; John Knight et Linda Yueh, « Segmentation or Competition in China's Urban Labour Market? », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 33, n° 1, 2009, p. 79-94.



**Tableau 4. Répartition des filières de recherche d'emploi par groupe**

Recherche d'emploi	Résidents urbains		Migrants urbains		Migrants ruraux	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Emploi assigné par le gouvernement	82	20,9	4	1,1	13	1,3
Agence d'emploi privée	6	1,5	16	4,3	51	5,1
Agence d'emploi gouvernementale	19	4,8	11	2,9	18	1,8
Recommandation d'un ami ou d'un parent	84	21,6	102	27,3	417	41,4
Recherche individuelle d'emploi	60	15,3	96	25,7	302	30,0
Réponse à une annonce d'offre d'emploi	23	5,9	46	12,3	33	3,3
Foire à l'emploi ou recrutement organisé par l'employeur	93	23,7	64	17,1	92	9,1
Autre	25	6,4	35	9,4	81	8,0
<b>Total</b>	<b>393</b>	<b>100</b>	<b>374</b>	<b>100</b>	<b>1 007</b>	<b>100</b>

Sources : Données et calculs des auteurs.

travail dans ces grandes villes. Cela implique plutôt que les emplois qu'ils ont le plus de chances de décrocher sont de nature informelle. Dans la partie suivante, l'analyse du type d'emploi fournira probablement de plus amples explications. D'une part, il n'y a pas d'accord unanime, ni universitaire, ni officiel, sur la définition du secteur et de l'emploi informels en Chine. D'autre part, le gouvernement chinois encourage le développement du secteur informel et de l'emploi informel, qui se caractérisent par une moindre surveillance des activités des petites entreprises et par des relations de travail très instables et de courte durée, voire par l'absence de contrat de travail. On estime à 136 millions le nombre d'employés informels et leur contribution à 35 % du PIB<sup>(32)</sup>. Pour des raisons de simplicité, cet article définit le secteur informel comme un concept relatif au secteur plus régulé et plus surveillé de l'économie socialiste de marché. Dans ce sens, les ministères et les institutions qui leur sont liés (par exemple les écoles, les sociétés de transport public, etc.), ainsi que les entreprises d'État, les entreprises collectives, les entreprises à capitaux étrangers ou les coentreprises post-réforme ont plus tendance à fournir aux employés des contrats et des avantages formels et légitimes (par exemple des contributions de l'employeur à un système de pension ainsi qu'à une assurance chômage ou de santé) que les coentreprises et les entreprises privées de petite taille et les petites entreprises familiales (*getihu*). Le tableau 5 présente le type d'employeur pour qui l'échantillon des personnes interrogées a travaillé. Comparativement aux deux autres groupes, les migrants ruraux sont plus concentrés dans le secteur informel, alors que les locaux urbains sont plus concen-

trés dans le secteur formel. Parmi les migrants ruraux, 23 % travaillent dans des entreprises privées, 20 % dans des *getihu* et 6 % sont des travailleurs indépendants. La situation des migrants urbains se trouve quelque part entre celle des locaux urbains et des migrants ruraux. Une proportion significativement plus grande de locaux urbains par rapport aux autres groupes travaille dans les ministères ou les institutions qui leur sont liées (32 %), des entreprises d'État (18 %) et des entreprises collectives (8 %), et une plus faible proportion dans des coentreprises, des entreprises privées et des petites entreprises familiales. Les migrants urbains ont également tendance à se concentrer dans le secteur informel, bien que dans une moindre proportion par rapport aux migrants ruraux. Une analyse plus fine fait également apparaître l'existence de disparités significatives en termes de secteur d'activité. Environ 53 % des migrants ruraux travaillent dans le secteur de la vente, de la restauration, de la logistique, du marketing, du stockage et de l'industrie, et une toute petite proportion parmi eux est employée dans le secteur de l'éducation, du divertissement, des arts, des services techniques, de la finance, de la banque, etc. (les migrants urbains ont un avantage par rapport aux migrants ruraux dans ces secteurs grâce à un capital social généralement meilleur). De façon peu surprenante, 32 % des locaux urbains travaillent dans des ministères, puisque les autorités locales assignent un emploi à 21 % d'entre eux, alors que moins de 2 % des migrants occupent ce type d'emploi. Bien que

32. Yun Ren et Xizhe Peng (éd.), 2006 *Nian Zhongguo feizhenggui jiuYe fazhan baogao* (Rapport sur l'emploi informel en Chine, 2006), Chongqing, Chongqing Press, 2007.

Tableau 5. Répartition des types d'employeurs par groupe

Types d'employeurs	Résidents urbains		Migrants urbains		Migrants ruraux	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Gouvernement et institutions liées <sup>(1)</sup>	126	32,1	32	8,6	48	4,8
Entreprises d'Etat	72	18,4	29	7,8	53	5,3
Entreprises collectives	33	8,4	20	5,3	42	4,2
Entreprises à capitaux étrangers	25	6,4	37	9,9	84	8,3
Joint venture	64	16,3	126	33,7	289	28,7
Entreprise privée	17	4,3	56	15,0	233	23,1
Entreprise familiale ( <i>getihu</i> ) <sup>(2)</sup>	33	8,4	58	15,5	203	20,1
Travailleur indépendant	22	5,6	16	4,3	56	5,6
<b>Total</b>	<b>392</b>	<b>100</b>	<b>374</b>	<b>100</b>	<b>1 008</b>	<b>100</b>

Source : Données et calculs des auteurs.

Notes : 1. Cette catégorie inclut des institutions de service public (*shiyè danwei*), des institutions éducatives (*da, zhong, xiao xue*) et des institutions de recherche (*yanjiu danwei*); 2. Le *getihu* est une petite entreprise privée dont la propriété est limitée aux membres d'une même famille et qui peut employer un petit nombre d'employés extérieurs à la famille.

l'étude n'ait pas directement recueilli de données sur le chômage après le premier emploi, la sécurité de l'emploi est clairement moins une question pour les locaux que pour les deux types de migrants, comme le révèle leur taux de chômage plus bas et la durée totale plus courte de leur période de chômage sur l'année précédente (pour les locaux concernés).

Le tableau 6 montre la répartition par taille des entreprises ou organisations dans lesquelles les personnes interrogées sont employées. Près de la moitié des migrants ruraux est employée par de petits employeurs ayant moins de dix salariés, et un quart d'entre eux travaille pour des employeurs ayant un personnel compris entre 11 et 50 personnes <sup>(33)</sup>. En termes de types et de durée des contrats de travail (s'il y en a) et de professions, nous constatons que plus des trois quarts des locaux urbains et près de 58 % des migrants urbains ont signé des contrats avec leurs employeurs (voir tableau 7). Cependant, 63 % des migrants ruraux n'ont signé aucun contrat. En termes de contrat à durée déterminée, une plus grande proportion de locaux urbains a signé des contrats à durée déterminée relativement longs de deux à cinq ans ou même de plus de cinq ans. Un cinquième des locaux urbains a signé des contrats à durée indéterminée, tandis que seulement 6,5 à 8,4 % des migrants ont obtenu ce type de contrats. Bien qu'un petit nombre de migrants travaille dans des institutions gouvernementales (voir tableau 5), la plupart d'entre eux y sont employés pour des contrats de courte durée et travaillent comme femmes ou hommes de ménage, dactylos, jardiniers, gardiens, etc. Pour les migrants ruraux, les emplois les plus communs sont per-

sonnel de service, par exemple serveur ou serveuse dans un restaurant (42 %), femmes ou hommes de ménage et vendeurs, et ouvriers industriels (23 %) ; pour les migrants urbains, les principaux emplois sont personnel de service (41 %), technicien (23 %), et employé de bureau (13 %) ; pour les locaux urbains, les principaux emplois sont employé de bureau (23 %), personnel de service (21 %) et technicien (14 %).

En somme, les locaux urbains, les migrants urbains et les migrants ruraux présentent des caractéristiques différentes en termes d'approche du marché du travail, du secteur dans lequel ils sont employés et de la taille de leur employeur. La partie qui suit élargit l'étude à la pauvreté et à l'inégalité de revenus, qui font partie des conséquences les plus directes de ces caractéristiques différentes sur le marché du travail émergent de la Chine.

## Pauvreté urbaine et inégalité

Le niveau de vie en Chine s'est amélioré de manière constante pendant les trois dernières décennies. Les statistiques officielles montrent que le coefficient d'Engel (qui mesure en pourcentage la part des revenus allouée aux dépenses alimentaires) pour les ménages urbains et ruraux a diminué de manière à peu près équivalente de 58 à 37 % et de 67 à 43 % respectivement entre 1978 et 2008 (Gra-

33. Certains chercheurs suggèrent que travailler dans une entreprise employant moins de 30 personnes peut être considéré comme de l'emploi informel en Chine.

**Tableau 6. Répartition de la taille des employeurs par groupe**

Nombre d'employés	Résidents urbains		Migrants urbains		Migrants ruraux	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 10	71	18,3	123	33,2	464	46,9
De 11 à 50	114	29,3	86	23,2	234	23,7
De 51 à 300	108	27,8	87	23,5	159	16,1
De 301 à 1 000	49	12,6	48	13,0	82	8,3
Plus de 1 000	47	12,1	26	7,0	50	5,1
<b>Total</b>	<b>389</b>	<b>100</b>	<b>370</b>	<b>100</b>	<b>989</b>	<b>100</b>

Sources : Données et calculs des auteurs.

**Tableau 7. Répartition des types et des durées de contrats signés pour trois groupes**

	Résidents urbains		Migrants urbains		Migrants ruraux	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec un contrat	303	77,9	214	57,7	367	37,1
Sans contrat	86	22,1	157	42,3	621	62,9
<b>Total</b>	<b>389</b>	<b>100</b>	<b>371</b>	<b>100</b>	<b>988</b>	<b>100</b>
Avec un contrat						
Contrat à durée indéterminée	66	21,8	14	6,5	31	8,4
Contrat à durée déterminée	237	78,2	200	93,5	336	91,6
<b>Total</b>	<b>303</b>	<b>100</b>	<b>214</b>	<b>100</b>	<b>367</b>	<b>100</b>
Contrat à durée déterminée						
Jusqu'à 6 mois	15	6,3	13	6,5	38	11,3
De 6 mois à 1 an	106	44,7	111	55,5	213	63,4
De 2 à 5 ans	94	39,7	62	31,0	77	22,9
Plus de 5 ans	22	9,3	14	7,0	8	2,4
<b>Total</b>	<b>237</b>	<b>100</b>	<b>200</b>	<b>100</b>	<b>336</b>	<b>100</b>

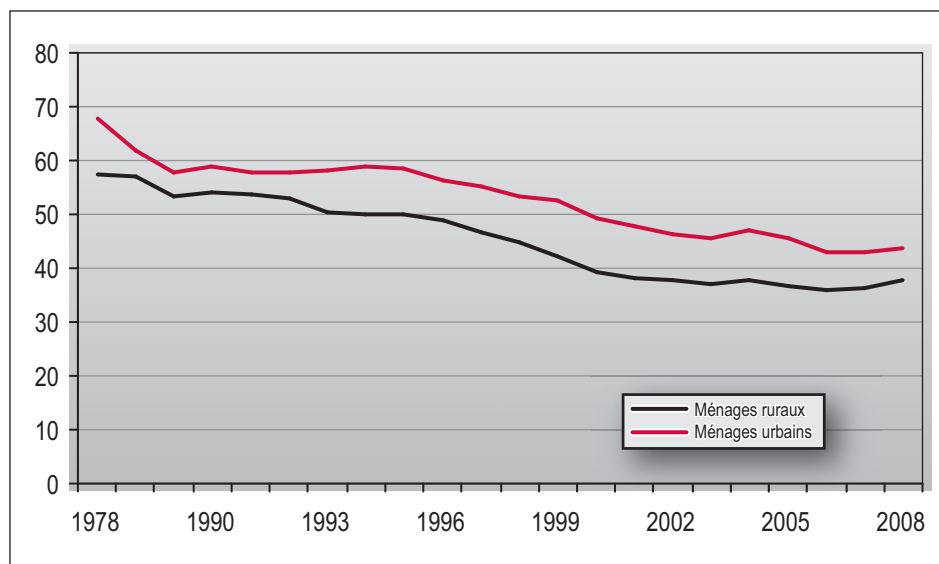
Sources : Données et calculs des auteurs.

phique 1). Pendant la même période, les augmentations de revenus exprimées en pourcentage ont été spectaculaires, puisque les revenus annuels par tête pour les urbains et les ruraux ont été pratiquement multipliés par neuf entre 1978 et 2008 (graphique 2). Dans le même temps, l'écart entre revenus urbains et revenus ruraux a augmenté à partir de 1997, après quelques améliorations dans les années 1980 et au début des années 1990, reflétant ainsi le changement de priorités des politiques économiques de ces trois dernières décennies des zones rurales vers les zones urbaines et de l'économie agricole vers l'économie d'exportation (graphique 3). En réalité, les chercheurs ont montré que l'écart de revenus entre les urbains et les ruraux est bien plus grand que dans la plupart des autres économies en voie de déve-

loppement, et qu'il a souvent été sous-estimé<sup>(34)</sup>. Comme l'indique le *Rapport sur le développement humain national pour la Chine*, « si les subventions des logements publics, les loyers imputés dans l'immobilier privé, les pensions, la gratuité des soins de santé et les subventions à l'éducation étaient inclus, ... [cela porterait] le rapport entre revenus urbains et revenus ruraux à près de quatre au lieu de 3,2 selon

34. Robert Eastwood et Michael Lipton, « Rural and Urban Income Inequality and Poverty: Does Convergence between Sectors Offset Divergence within Them? », in Giaovanni Andrea Cornia (éd.), *Inequality, Growth, and Poverty in an Era of Liberalization and Globalization*, Oxford, Oxford University Press, 2004 ; John Knight et al., « The Rural-Urban Divide and the Evolution of Political Economy in China », in James Boyce et al. (éd.), *Human Development in the Era of Globalization: Essays in Honor of Keith B. Griffin*, Northampton, Edward Elgar, 2006 ; Albert Park, « Rural-Urban Inequality in China », in Shahid Yusuf et Tony Saich (éd.), *China Urbanizes: Consequences, Strategies, and Policies*, Washington, The World Bank, 2008.

Graphique 1. Coefficients d'Engel des ménages urbains et ruraux (en pourcentage)



Source : China Statistical Yearbook (NBS, 2009).

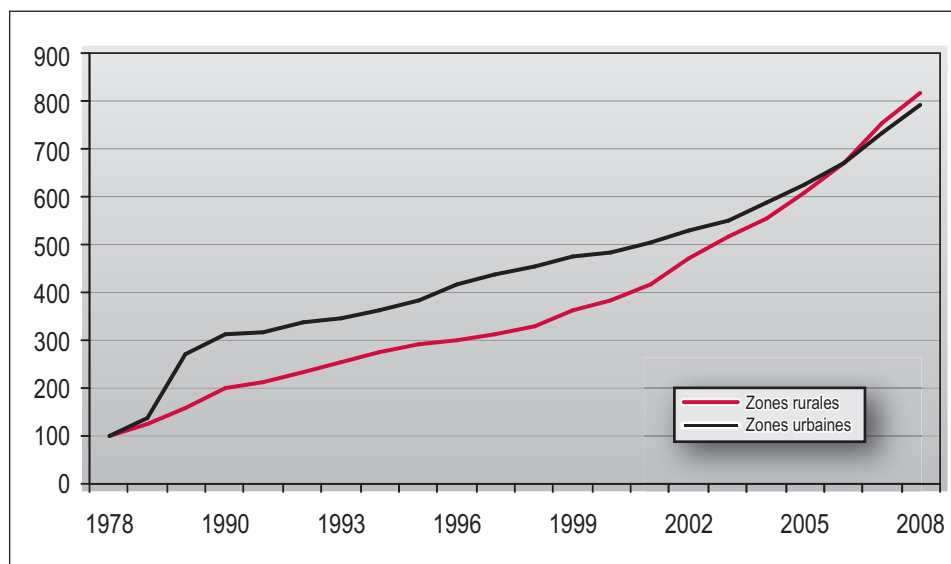
les chiffres officiels »<sup>(35)</sup>. De telles différences entre zones rurales et zones urbaines contribuent non seulement à l'inégalité sociale globale mais créent également des incitations fortes aux migrations intérieures à cause du coût croissant de la vie et de la prévalence du consumérisme, même si des mesures discriminatoires persistent à l'encontre des migrants, qui sont encore souvent relégués à un statut de seconde zone<sup>(36)</sup>. Le tableau 8 présente pour la population de notre échantillon, des mesures globales de pauvreté et des mesures par groupe en utilisant le seuil MLSS, deux seuils révisés de la Banque mondiale (WB<sub>1</sub> et WB<sub>2</sub>), et le revenu urbain mensuel par tête comme expliqué dans la partie méthodologique. Il donne une idée du niveau de pauvreté dans ces villes et chez ces trois groupes en fonction de différents critères de mesure. En utilisant le seuil MLSS, le taux de pauvreté global pour notre échantillon de population dans les quatre villes est de 6,2 %, avec des écarts de pauvreté et des indices de gravité de 2,3 et 1,5 %. Entre les seuils MLSS et WB, les indices de pauvreté augmentent de manière significative. Par exemple, l'augmentation d'un tiers du seuil WB<sub>1</sub> correspondant au seuil WB<sub>2</sub> fait augmenter le taux de pauvreté de 7,8 %, un changement de près de 80 %. Plus de la moitié de l'échantillon n'a pas atteint le revenu moyen, avec un écart de pauvreté et un indice de sévérité significatifs. Notre échantillon de population à Tianjin a le taux de pauvreté le plus élevé selon tous les critères, suivi de Canton, Pékin et Shanghai. Cependant, les deux autres indices de pauvreté

fournissent des informations plus complexes. Par exemple, en utilisant le seuil MLSS, l'écart de pauvreté et l'indice de sévérité de la pauvreté à Canton sont les plus élevés des quatre villes. Shanghai s'en sort le mieux avec tous les indices de pauvreté et selon tous les types de critères. En particulier, ses taux de pauvreté globaux se situent seulement autour de 1 % avec les seuils MLSS et WB<sub>1</sub>, soit bien en dessous des autres villes en termes d'extrême pauvreté.

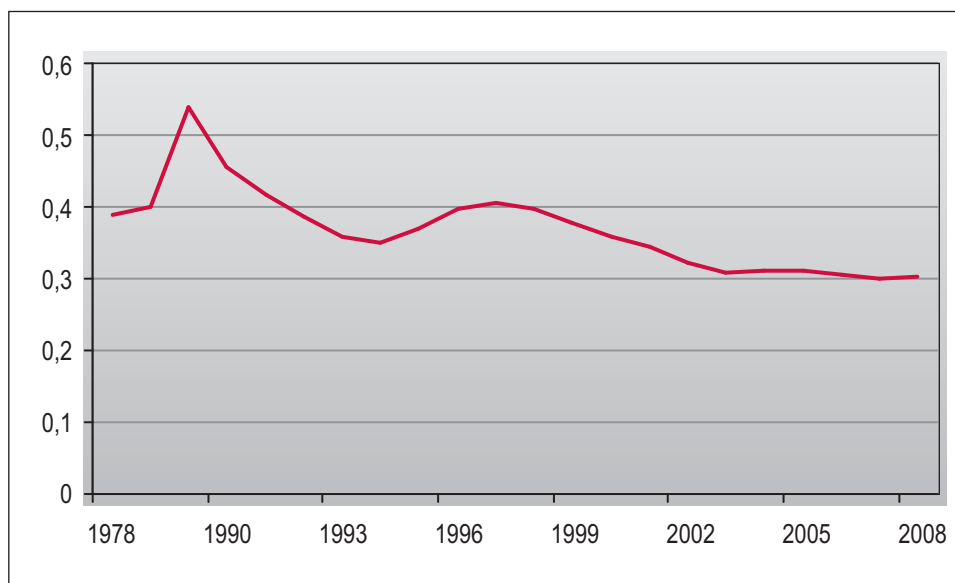
Le tableau 8 montre également les indices de pauvreté selon le statut de *hukou*. Dans les quatre villes, les indices de pauvreté chez les migrants ruraux sont bien plus élevés que dans les autres groupes, quel que soit le seuil de pauvreté utilisé. Il est clair que plus le seuil de pauvreté est haut, plus la différence est importante entre les indices de pauvreté pour les migrants ruraux et pour les deux autres groupes. De manière peu surprenante, les migrants ruraux contribuent plus à la pauvreté urbaine que les deux autres groupes. Il est très intéressant de noter, cependant, que les différences de taux, d'écart et de sévérité de la pauvreté entre les locaux urbains et les migrants urbains ne sont pas significatives (de 0,1 à 0,3 % dans la plupart des cas), ce qui indique que détenir un *hukou* local n'est sans doute pas un facteur d'une impor-

35. Programme de développement des Nations unies, *The National Human Development Report for China*, New York, United Nations Development Programme, 2005, p. 27.

36. La veille du Congrès national du peuple de 2010, 13 journaux ont publié un éditorial appelant à l'abolition du système du *hukou*. Les autorités chinoises ont rapidement fait disparaître l'éditorial et certains rédacteurs en chef ont perdu leur travail.

**Graphique 2.** Indice relatif de revenus annuels par tête en zone urbaine et en zone rurale

Source : China Statistical Yearbook (NBS, 2009) ; Note : 1978 est l'année de référence correspondant à la valeur 100.

**Graphique 3.** Ratio du revenu rural annuel par tête au revenu urbain annuel par tête, 1978-2008

Source : China Statistical Yearbook (NBS, 2009).

tance déterminante pour prévoir la pauvreté dans ces deux groupes de population <sup>(37)</sup>. Les migrants venant d'autres zones urbaines ont à peu près d'aussi bons résultats que les locaux en termes de revenus. C'est la nature du *hukou*, rural ou urbain, qui fait une différence pour le bien-être économique du groupe dans son ensemble.

Cette conclusion contraste de manière intéressante avec des études récentes fondées sur des données recueillies dans

37. Étant donné la taille de l'échantillon et l'absence de statistiques se rapportant à la population migrante au niveau de la ville, nous ne pouvons pas conclure de manière ferme que la différence d'indices de pauvreté entre les locaux urbains et les migrants urbains est comparativement non significative au niveau de la population. Néanmoins, comme l'étude suit un échantillonnage strictement représentatif, les résultats font sens.



Table 8. Indices de pauvreté par ville et par statut de *hukou*

	MLSS			WB <sub>1</sub>			WB <sub>2</sub>			Revenu moyen		
	P <sub>0</sub>	P <sub>1</sub>	P <sub>2</sub>	P <sub>0</sub>	P <sub>1</sub>	P <sub>2</sub>	P <sub>0</sub>	P <sub>1</sub>	P <sub>2</sub>	P <sub>0</sub>	P <sub>1</sub>	P <sub>2</sub>
<b>Global</b>	0,062	0,023	0,015	0,098	0,035	0,020	0,175	0,060	0,032	0,544	0,248	0,141
<b>Par ville</b>												
<b>Pékin</b>	0,046	0,018	0,012	0,057	0,025	0,016	0,124	0,040	0,023	0,478	0,209	0,113
<b>Shanghai</b>	0,010	0,005	0,004	0,015	0,007	0,005	0,070	0,014	0,007	0,484	0,177	0,082
<b>Tianjin</b>	0,107	0,028	0,014	0,190	0,055	0,025	0,325	0,105	0,049	0,778	0,396	0,236
<b>Canton</b>	0,077	0,037	0,028	0,113	0,050	0,034	0,156	0,072	0,046	0,403	0,188	0,119
<b>Par statut de hukou</b>												
<b>Résidents urbains</b>	0,050	0,025	0,021	0,063	0,032	0,024	0,113	0,045	0,030	0,474	0,197	0,109
<b>Migrants urbains</b>	0,052	0,024	0,018	0,079	0,034	0,023	0,113	0,049	0,031	0,417	0,194	0,112
<b>Migrants ruraux</b>	0,071	0,021	0,011	0,119	0,038	0,018	0,223	0,070	0,034	0,619	0,296	0,171

**Sources :** Données et calculs des auteurs.

**Notes :** En 2008, le revenu moyen en Chine urbaine était de 17 067 yuan par an, ou de 1 422 yuan par mois (NBS, 2000-2009). Les autorités chinoises ne publient pas le revenu médian. Il est raisonnable de supposer que les indices de pauvreté monteront en flèche si on les mesure avec le critère de pauvreté dominant au niveau international correspondant à 40 à 60 % du revenu médian.

P<sub>0</sub> – Indices de taux de pauvreté, P<sub>1</sub> – Indices d'écart de pauvreté, P<sub>2</sub> – Indices de sévérité de la pauvreté.

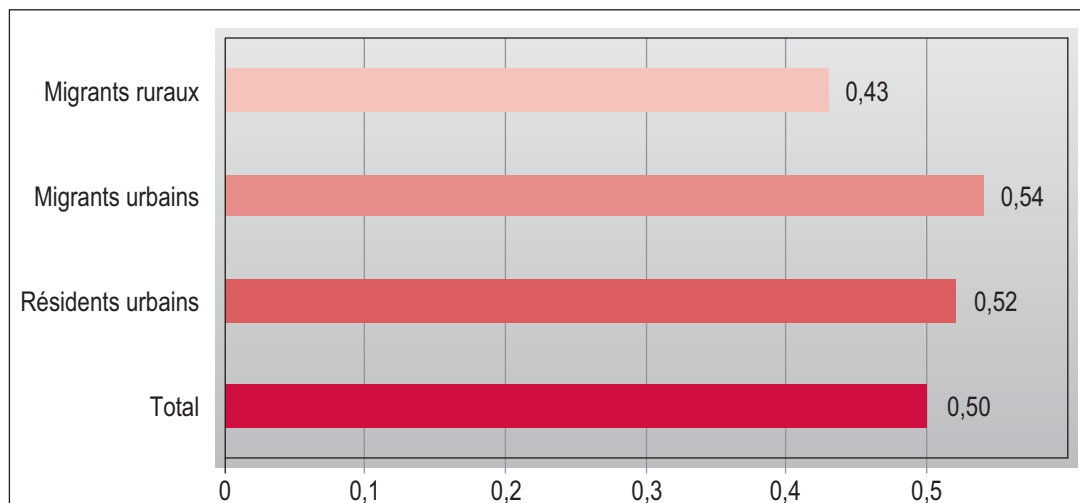
cinq villes chinoises et portant sur les salaires ainsi que sur les droits et les avantages liés à l'emploi chez les migrants chinois<sup>(38)</sup>. Les analyses multivariées au niveau individuel de ces études indiquent que la plus grande disparité entre les travailleurs locaux et les travailleurs migrants n'est pas la différence de salaire, mais plutôt que l'accès aux allocations et aux prestations sociales ainsi qu'aux droits liés au travail contribue à l'écart croissant entre les travailleurs locaux et les travailleurs migrants. Au niveau individuel, le fait d'être un travailleur local ne permet pas forcément de gagner un salaire plus élevé ; le niveau plus élevé de revenus des travailleurs locaux est la conséquence d'un meilleur accès à des emplois professionnels et plus prestigieux. Ces deux études ont également mis en évidence le fait que le statut de *hukou* n'est pas significatif dans l'explication des écarts de salaire ; le niveau d'études semble jouer un plus grand rôle dans le niveau individuel de revenus. Les résultats du présent article, cependant, suggèrent que les migrants ruraux en tant que groupe souffrent d'une pauvreté plus aiguë comparativement aux locaux et aux migrants d'autres zones urbaines. Ce résultat apparemment contradictoire semble suggérer que, même si au niveau individuel, toutes choses égales par ailleurs, les migrants ruraux peuvent atteindre des revenus plus ou moins égaux à ceux de leurs homologues locaux ou migrants urbains, ils restent le groupe le plus désavantagé dans les grandes villes chinoises en termes de pauvreté monétaire. C'est précisément que le manque de capital humain

compétitif chez les migrants ruraux, tel que le niveau d'études ou la formation professionnelle, contribue à leur manque de compétitivité sur le marché du travail, les menant à souffrir d'une pauvreté plus grande. Comme spécifié plus haut, les migrants ruraux constituent le groupe le plus important de pauvres urbains dans les grandes villes chinoises. Le programme existant de lutte contre la pauvreté visant à accorder une allocation de vie minimum aux pauvres urbains enregistrés localement a seulement permis de couvrir une toute petite proportion de la population urbaine appauvrie, comme l'indique la partie introductive.

Avec l'émergence de la pauvreté urbaine, les disparités entre les zones urbaines et les zones rurales et au sein même des zones urbaines ont considérablement augmenté. Au niveau national, le coefficient de Gini pour les revenus en Chine a augmenté de 0,3 en 1978 à 0,45 en 2002 ; en particulier, la Chine a le coefficient de Gini pour la consommation le plus élevé de toute l'Asie<sup>(39)</sup>. Dans l'une des rares études plus anciennes sur l'inégalité chez les migrants ruraux s'installant en

38. Les données d'enquête dans ces études ont été recueillies dans cinq villes chinoises (Pékin, Shijiazhuang, Shenyang, Wuxi et Dongguan) entre 2003 et 2005 grâce à un projet soutenu par la Fondation Ford. Voir les deux articles suivants pour plus de détails : Fei Guo et Wenshu Gao, « The Legacy of Socialist Dualism: Rural Migrants' Employment Status and Social Security Entitlements in Chinese Cities », *The Proceeding of International Workshop of Migration and Social Protection in China*, Pékin, 2007 ; Fei Guo et Wenshu Gao, « What Determines the Welfare and Social Security Entitlements of Rural Migrants in Chinese Cities? », *art. cit.*

39. Tann vom Hove, « China's Urban Transition Causes Growing Inequality », 2008, consulté le 1er juillet 2010 à <http://www.citymayors.com/habitat/habitat08-china.html>.

**Graphique 4. Coefficients de Gini selon le statut de hukou**

Source : Données et calculs des auteurs.

ville, une inégalité plus grande au niveau national avait été mise en évidence pour 2002 d'une part entre les ménages migrants eux-mêmes, et d'autre part entre les ménages ruraux et les ménages urbains<sup>(40)</sup>. Des critiques ont été émises concernant certaines estimations qui rapportent des coefficients de Gini considérablement inférieurs aux perceptions des gens ; par exemple, un rapport estime les coefficients à 0,22 à Pékin en 2002 et à 0,32 à Shanghai entre 2004 et 2005. Ces chiffres indiquent un bon niveau d'égalité général, et se trouvaient parmi les plus bas des plus grandes villes du monde au début et au milieu des années 2000<sup>(41)</sup>. En fait, il y a eu de nombreux débats concernant les méthodes et les résultats d'estimation du coefficient de Gini. L'Organisation de coopération et de développement économique a récemment suggéré une légère baisse du coefficient de Gini de 0,41 en 2005 à 0,408 en 2007<sup>(42)</sup>. Cependant, certains pensent que le coefficient de Gini pour la Chine, qui n'a cessé d'augmenter après avoir dépassé le niveau d'alerte national de 0,4 il y a dix ans, est aujourd'hui supérieur à 0,5<sup>(43)</sup>.

Afin de tester ces hypothèses et ces estimations sur notre échantillon, nous nous penchons dans cette partie sur la répartition des revenus en général et par groupe en utilisant le coefficient de Gini et la courbe de Lorenz, qui sont tous deux des mesures d'inégalité sociale en termes de critères monétaires. Le graphique 4 montre les coefficients de Gini en fonction du statut de hukou. Le coefficient de Gini global pour les quatre villes et les trois groupes pris ensemble est de 0,50. Les migrants urbains ont le coefficient de Gini le plus élevé (0,54), reflétant la diversité de la population

dans ce groupe. Comme le montre le tableau 5, une grande proportion de migrants urbains travaille dans le secteur formel, y compris dans des entreprises étrangères et des coentreprises, et dans le secteur public. Les migrants originaires d'autres zones urbaines incluent normalement également des diplômés des universités très éduqués qui, pour une raison ou une autre, n'arrivent pas à transférer leur enregistrement de hukou vers leur lieu actuel de résidence. Néanmoins, les migrants urbains incluent également généralement ceux qui viennent dans les grandes villes pour occuper des emplois peu qualifiés si leur lieu d'origine n'a pas pu leur fournir d'opportunités<sup>(44)</sup>. Cette diversité à l'intérieur du groupe des migrants urbains explique en partie ce coefficient de Gini plus élevé, c'est-à-dire cette inégalité plus grande, au sein de

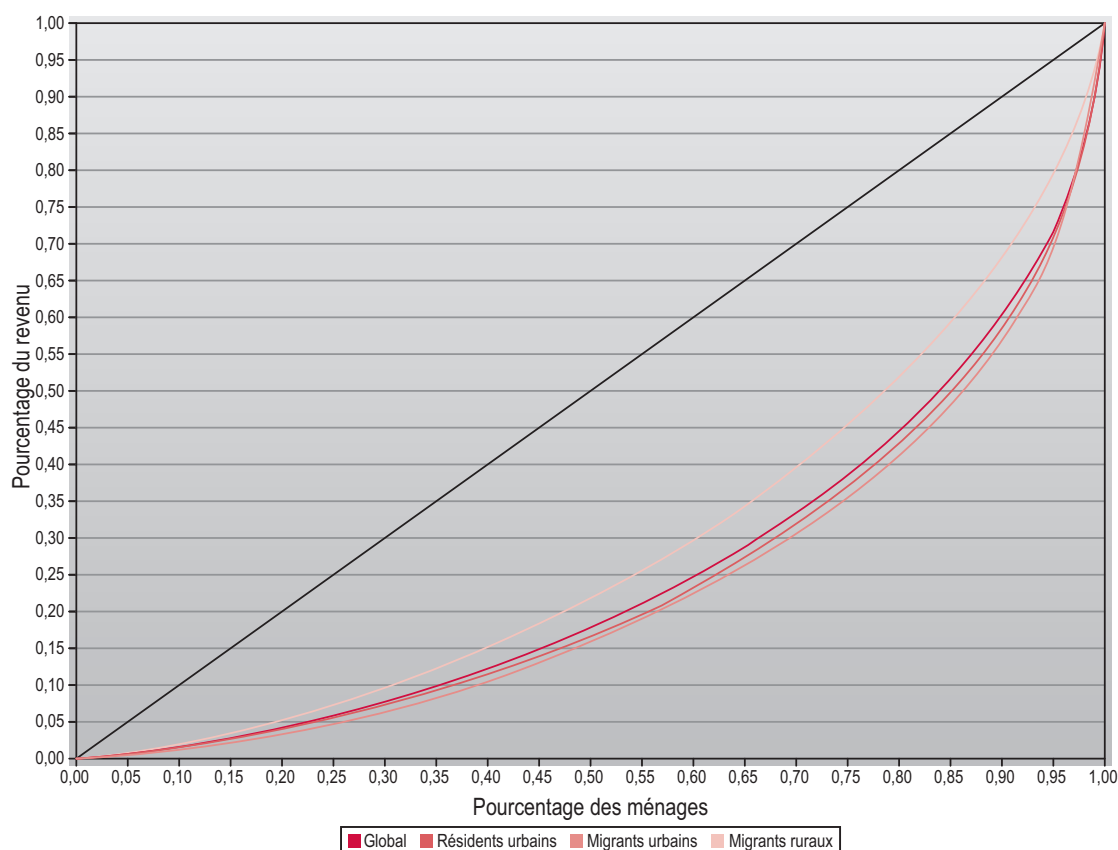
40. Azizur Rahman Khan et Carl Riskin, « Growth and Distribution of Household Income in China between 1995 and 2002 », in Björn A. Gustafsson et al. (éd.), *Inequality and Public Policy in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

41. ONU-Habitat, *State of the World's Cities, 2008/2009*, Nairobi, Programme des Nations unies pour les établissements humains, 2008. Ce rapport utilise des statistiques officielles pour établir ses conclusions sur le cas des villes chinoises.

42. Organisation de coopération et de développement économiques, *Economic Survey of China 2010*, Paris, siège de l'OCDE, 2010.

43. Yaping Cong et Changjiu Li, *Shouru feipei shiheng dallai jingji shehui fengxian* (Quatre aspects des inégalités de répartition des revenus augmentent les risques socio-économiques), Pékin, Jingji cankao (Information économique), 21 mai 2010.

44. Cela est particulièrement vrai pour les grandes villes. Voir entre autres, C. Cindy Fan, « Economic Opportunities and Internal Migration: A Case Study of Guangdong Province, China », *The Professional Geographer*, vol. 48, n° 1, 2006, p. 28-45 ; Si-Ming Li et Yat-Ming Siu, « A Comparative Study of Permanent and Temporary Migration in China: the Case of Dongguan and Meizhou, Guangdong Province », *International Journal of Population Geography*, 1997, vol. 3, n° 1, p. 63-82 ; Alice Goldstein et Shenyang Guo, « Temporary Migration in Shanghai and Beijing », *Studies in Comparative International Development*, vol. 27, n° 2, 1992, p. 39-56.

Graphique 5. Courbes de Lorenz par statut de *hukou*

Sources : Données et calculs des auteurs.

ce groupe. Les locaux urbains ont plus ou moins le même niveau d'inégalité que les migrants urbains, comme l'indique un coefficient de Gini de 0,52. Cette valeur est même plus élevée que le coefficient de Gini global national pour 2002, qui prend en considération l'inégalité entre zone urbaine et zone rurale. Le coefficient de Gini élevé chez les locaux urbains dans les villes que nous étudions offre un angle différent pour se pencher sur l'inégalité en Chine. Il semble que l'inégalité économique existe non seulement entre les zones rurales et les zones urbaines, mais aussi à l'intérieur des grandes villes chinoises et entre les locaux urbains eux-mêmes. Au sein des trois groupes, les migrants ruraux ont le coefficient de Gini le plus bas (0,43), ce qui signifie une inégalité plus faible au sein du groupe. Il s'agit d'un résultat intéressant mais pas surprenant. Les migrants ruraux sont sans doute plus homogènes en tant que groupe que les migrants urbains ou les locaux urbains. Les caractéristiques communes des migrants ru-

raux ont été bien étudiées dans un certain nombre de travaux précédents<sup>(45)</sup>. Quelques caractéristiques communes des migrants ruraux incluent la jeunesse, un niveau scolaire correspondant au secondaire, et un emploi urbain peu qualifié ou semi-qualifié. Une autre caractéristique commune fondamentale est la probabilité d'être traités comme des citoyens de seconde zone dans les villes chinoises. Le niveau relativement bas du coefficient de Gini chez les migrants ruraux reflète une inégalité relativement

45. Cf. Kenneth Roberts, « The Changing Profile of Labour Migration », in Zhongwei Zhao et Fei Guo (éd.), *Transition and Challenge: China's Population at the Beginning of the 21st Century*, Oxford, Oxford University Press, 2007 ; Fei Guo et Robyn Iredale, « The Impact of Hukou Status on Migrants' Employment: Findings from the 1997 Beijing Migrant Census », *International Migration Review*, vol. 38, n° 2, 2004, p. 709-731 ; Feng Wang, « Gendered Migration and the Migration of Genders in Contemporary China », in Gail E. Henderson et Barbara Entwistle (éd.), *Re-Drawing Boundaries: Work, Households, and Gender in China*, Berkeley, University of California Press, 2000 ; Feng Wang et Anan Shen, « Double Jeopardy? Female Rural Migrant Labourers in Urban China: The Case of Shanghai », in Richard Anker et al. (éd.), *Women in the Labour Market in Changing Economies: Demographic Issues*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

faible, mais cela n'implique pas nécessairement un résultat positif. En prenant en compte les résultats des taux et des écarts de pauvreté (voir tableau 8), on ne peut que conclure que ce coefficient de Gini relativement bas implique que les migrants ruraux en tant que groupe sont relativement égaux en bas de l'échelle des revenus.

On peut encore mieux illustrer ces résultats en traçant des courbes de Lorenz afin de visualiser l'inégalité au sein des trois groupes de *hukou* (voir graphique 5). Plus la courbe s'incurve loin de la ligne d'égalité parfaite à 45 degrés, plus l'inégalité est grande. Si on divise l'échantillon selon le statut de *hukou*, la courbe pour les migrants ruraux est la seule qui se situe au-dessus de la courbe de Lorenz globale, tandis que les courbes pour les locaux et les migrants urbains se situent toutes deux en dessous de la courbe globale (voir graphique 5). Les courbes de Lorenz montrent plus ou moins les mêmes caractéristiques d'inégalité de revenus au sein des trois groupes. Il y a un degré plus important d'inégalité de revenus au sein du groupe de migrants urbains, celle-ci étant un peu plus élevée que pour les locaux urbains. Les migrants ruraux constituent un groupe relativement homogène en termes de revenus. Cependant, il est intéressant de noter que les locaux urbains ont un accès exclusif à une variété de services publics qui sont largement inaccessibles aux migrants. Par exemple, les revenus des résidents urbains ne peuvent pas refléter pleinement le niveau d'inégalité et tendent à sous-estimer l'inégalité globale dans les villes. À Shanghai, on estime que les revenus basés sur le salaire ne reflètent que 65 % du revenu total de la ville, tandis que 25 % provient d'aides au logement, de la couverture maladie et de l'éducation, et 10 % d'avantages économiques irréguliers ou illégaux<sup>(46)</sup>. Malheureusement, l'estimation de cette part des revenus est hors de portée de la plupart des enquêtes et des statistiques officielles actuelles puisqu'aucun système unique de contrôle des revenus et des impôts individuels n'est disponible. Notre analyse ne se concentre que sur l'inégalité monétaire mesurable. De la même manière, il nous est impossible de rendre compte des « revenus gris » et des avantages non monétaires provenant des employeurs ou des institutions administratives, puisque cette information est difficile à recueillir et peu fiable. Si l'on prenait en compte les « revenus gris » et les avantages non monétaires, on mettrait probablement en évidence des inégalités encore plus grandes dans la Chine urbaine. Les écarts de revenus entre les locaux urbains et les migrants ruraux seraient très certainement plus importants.



Dans la banlieue de Tianjin, des logements à loyer peu élevé sont disponibles pour les travailleurs migrants (2007).

© Fei Guo

## Conclusion

Dans la période pré-réforme, la société chinoise urbaine était essentiellement égalitaire, et les différentiels entre les groupes et les secteurs sociaux étaient non significatifs. Pour la majorité des résidents urbains, la mobilité professionnelle était limitée mais les emplois étaient toujours fournis par les autorités administratives locales et ceux-ci avaient tendance à être largement pérennes. Si les salaires étaient bas, différentes formes d'aide et de services sociaux étaient assurés, gratuitement dans la plupart des cas. La division la plus importante dans la période pré-réforme, décrite par certains chercheurs comme la Grande Muraille de la société chinoise<sup>(47)</sup>, était une division entre zones rurales et zones urbaines. La grande majorité des résidents ruraux n'avait droit

46. ONU-Habitat, *State of the World's Cities, 2008/2009*, op. cit.

47. Feng Wang, « The Breakdown of a Great Wall: Recent Changes in Household Registration System in China », in Thomas Scharping (éd.), *Floating Population and Migration in China: The Impacts of Economic Reforms*, Hamburg, Institute of Asian Studies, 1997.

à aucun de ces avantages et était enchaînée à ses terres. La pauvreté, parfois une pauvreté absolue, régnait dans de nombreuses zones rurales, mais ne touchait qu'une petite proportion de résidents urbains. Ceci était largement dû à l'orientation de développement centrée sur les villes choisie par le gouvernement pendant les trois premières décennies qui ont suivi la fondation de la République populaire. Le système du *hukou*, mis en place pour la première fois à la fin des années 1950, a restreint la mobilité du travail, particulièrement la mobilité des zones rurales vers les zones urbaines<sup>(48)</sup>. Dans les décennies qui ont suivi la réforme, avec un assouplissement progressif de la politique du *hukou* et le développement rapide d'une économie de marché, le pays a vu un nombre croissant de migrants se déplacer à partir des zones rurales comme des zones urbaines, la plupart en direction des grandes villes et des zones côtières, à la recherche d'opportunités d'emplois meilleures et de revenus plus élevés. Le flot massif de migrants se déplaçant des campagnes vers les villes a satisfait la demande de main-d'œuvre bon marché dans les villes et alimenté trois décennies de croissance économique rapide dans une économie de bas salaires. Outre les migrants ruraux, de grands centres urbains situés en grande partie dans les deltas de la rivière des Perles et du Yangtze et dans l'axe économique Pékin-Tianjin, ont également attiré des millions de migrants urbains à la recherche d'opportunités absentes dans leurs petites villes d'origine. C'est en prenant ces éléments en compte que les résultats de cet article peuvent être mieux compris. L'histoire économique de nombreux pays suggère la nécessité d'un contrôle fréquent de la pauvreté urbaine et des inégalités pendant le processus de transition idéologique, de décollage économique et d'urbanisation rapide. Cela n'est pas spécifique à la Chine. Les résultats de la présente étude, fondés sur des données recueillies dans quatre des villes les plus peuplées et les plus développées de Chine, indiquent qu'il y a des disparités claires sur le marché du travail dans les grandes villes chinoises en termes de moyens d'accéder à l'emploi et de types d'emploi occupés selon que l'on est résident urbain, migrant urbain ou migrant rural. Les résidents urbains locaux, les migrants venus d'autres villes, et les migrants venus de la campagne ont tendance à bénéficier de niveaux clairement différents d'aide publique dans leur recherche d'emploi. Les migrants de la campagne ont tendance à recevoir le moins d'aide publique et à s'appuyer surtout sur des membres de leur famille ou des amis pour leur recherche d'emploi. Les résultats indiquent également des disparités claires en termes de structure de l'emploi pour les trois groupes ; les migrants urbains ont tendance à être bien

mieux lotis que les migrants des campagnes en termes de types d'emploi. Les résultats de cette étude suggèrent également que la pauvreté et l'inégalité urbaines dans ces villes sont sévères, avec 6 à 17 % de la population urbaine totale vivant dans la pauvreté (selon la définition des seuils de pauvreté), et que les migrants ruraux sont particulièrement touchés. On peut affirmer sans risque que les migrants ruraux constituent une part significative des pauvres urbains dans les grandes villes chinoises. Cependant, les programmes officiels de lutte contre la pauvreté dans de nombreuses villes ne touchent que 0,5 % ou en tout cas pas plus de 2,8 % des pauvres et excluent les migrants, qui ne sont pas répertoriés par le système local du *hukou* des villes. Le défi sera de savoir si les autorités municipales voudront ou seront capables de prendre en compte les migrants ruraux dans leur lutte contre la pauvreté. Dans les débats publics et la recherche universitaire, l'attention s'est souvent concentrée sur la pauvreté dans les zones rurales et sur l'inégalité entre zones rurales et zones urbaines. Trop peu d'attention a été portée à la pauvreté et l'inégalité urbaines au sein de différents groupes de population. Les résultats de cet article suggèrent clairement que la pauvreté et l'inégalité économique sont deux problèmes importants dans la Chine urbaine qui méritent une meilleure compréhension et un plus grand soutien financier de la part des pouvoirs publics. La conclusion selon laquelle l'inégalité chez les migrants ruraux en tant que groupe est moins forte qu'au sein des deux autres groupes ne signifie pas nécessairement que le problème soit moins grave, mais plutôt que les migrants ruraux en tant que groupe ont tendance à se trouver en bas de l'échelle des revenus. Cet article s'est intéressé à des questions importantes liées à la pauvreté urbaine et à l'inégalité de revenus dans de grandes villes chinoises. Il a également soulevé un certain nombre de questions qui demandent des études plus poussées : par exemple, la segmentation du marché du travail en tant que déterminant des niveaux de salaire, et les caractéristiques de l'aide et des prestations sociales pour les détenteurs de différents types de *hukou*. Les auteurs de cet article ont l'intention de conduire une nouvelle étude sur les déterminants des disparités du marché du travail et de l'inégalité de revenus en utilisant des taux de pauvreté fondés sur le salaire horaire et des modèles de probabilité. Des études empiriques sur les droits aux prestations sociales et la participation à des programmes d'aide sociale des résidents locaux urbains, des migrants venus d'autres villes, et des migrants de

48. Xiushi Yang, « Household Registration, Economic Reform and Migration », *International Migration Review*, vol. 27, n° 4, 1993, p. 796-818.



la campagne pourraient également contribuer à notre compréhension de la pauvreté et des inégalités dans les grandes villes chinoises. De plus, des études plus qualitatives pourraient améliorer notre compréhension des causes complexes de la pauvreté et de l'inégalité et de leurs conséquences sur les familles et les communautés. •

• Traduit par Céline Letemplé

#### Glossaire

danwei	單位
guoyou qiye gaige	國有企業改革
xiagang gongren	下崗工人
yuan	圓
hukou	戶口
liudong renkou	流動人口
nongmin gong	農民工
juweihui	居委會
dibao	低保
getihu	個體戶